

BLOIS : LA «CAMPAGNE ÉLECTORALE» DES CHÔMEURS

Depuis la rupture de septembre 77, les querelles entre les 3 partis regroupés au sein de l'ex-union de la gauche, n'avaient fait qu'accroître la méfiance des masses à leur égard. C'était le cas de nombreux jeunes de Blois qui, même si certains d'entre eux comptaient encore sur la venue de la gauche au pouvoir pour améliorer un peu les choses, étaient décidés à ne compter que sur leurs luttes.

C'est sur la question du chômage — qui touche les jeunes par milliers à Blois, et menace de nombreux lycéens et collégiens — que s'est formé un premier regroupement de jeunes : face aux attaques de la droite, face à la démagogie et aux menaces à peine déguisées des partis de gauche, le comité «Jeunesse en lutte» de Blois engage la lutte !

A la veille du 1^{er} tour des législatives, le comité intervenait dans la rue principale de Blois sous une banderole qui disait : «A droite comme à gauche, ils attendent les élections, les jeunes chômeurs en ont assez, à l'action contre le chômage». Les jeunes du comité ont eu de nombreuses discussions, et rencontré la sympathie et le soutien des gens contactés. Malgré le formidable matraquage organisé pour le second tour, le travail s'est poursuivi, en direction du principal lycée technique, lycéens, et de l'ANPE.

Les premières propositions concrètes : repas gratuit des chômeurs dans les cantines, le boycott des cinémas pour imposer le cinéma gratuit pour les chômeurs, ont recueilli l'enthousiasme de tous, tandis que de premiers échanges d'expériences se faisaient avec des stagiaires, en lutte à Paris. La table-ronde que nous publions ci-dessous, qui s'est tenue avant les élections, témoigne du type de questions débattues dans le comité, des réactions et des questions soulevées par les jeunes rencontrés, ainsi que des premières actions engagées.

Q : Avez-vous réfléchi à des cibles, des cibles immédiates, qui permettent de regrouper déjà des jeunes chômeurs ?

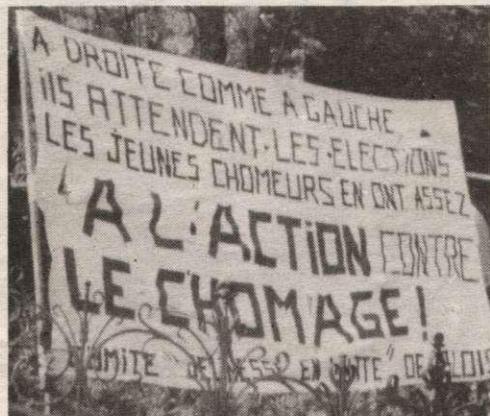
R : Moi je pense qu'on pourrait obtenir des cantines gratuites, les transports... certains loisirs.

Mais est-ce qu'il n'y a pas aussi l'idée de «pourquoi lutter, puisque c'est bientôt les élections, et qu'il y en a qui disent que ça va changer?».

R : Il y a effectivement des chômeurs qui attendent les élections, qui pensent que ça va changer après les élections.

Q : La gauche a quand même un certain nombre de propositions, pourquoi vous, vous n'y croyez pas, notamment le fait qu'ils disent : «Dans un an, on sera parvenu à créer 500 000 emplois» ?

R : Si elle crée 500 000 emplois par an, je veux bien, mais quand on sait qu'il y a 600 000 jeunes qui sortent chaque année du lycée, on s'aperçoit que ça ne



résoudra pas le chômage, et puis ce n'est pas en nationalisant qu'elle y arrivera.

R : Quand on a été voir le PC, on a constaté une chose, c'est leur intérêt, du fait qu'on ait 18 ans ou pas, de pouvoir voter. C'est tout juste s'ils ne nous font pas signer leur carte.

Q : A propos de la résorption du chômage, ils parlent aussi de la retraite...

R : Ah ben tiens, justement la retraite ! Ça tient pas debout ça ! Parce qu'aujourd'hui, c'est ce qu'ils font les patrons, ils mettent les gens en pré-retraite, enfin ce que l'on appelle la pré-retraite, je ne sais à quel âge ça se fait, ils mettent des vieux travailleurs en pré-retraite, ils n'ont plus beaucoup d'argent.

Il y a beaucoup de travailleurs dans cette situation, mais ça ne veut pas dire qu'il y a des jeunes qui se font embaucher par derrière. Alors on ne voit pas pourquoi, avec la gauche au pouvoir, ça serait exactement le contraire !

Q : D'autant plus que, ce qu'il semble, c'est que les entreprises nationalisées n'embauchent pas plus que les autres.

R : Moi je crois que, ce qu'ils pensent, eux, être leur dernier espoir, c'est la gauche, quand ils voient la droite actuellement.

Q : Alors tu penses qu'il y a une grande confiance dans la gauche ?

R : Moi je ne l'ai pas vérifié beaucoup la confiance dans la gauche, et je ne vois pas comment elle pourrait se faire, cette confiance dans la gauche, parce que, non seulement le PCF ne propose rien contre le chômage, de très concret, de très évident, mais en plus, en ce qui concerne la lutte, il n'y a rien. Jamais le PCF n'a proposé aux chômeurs de se regrouper pour envisager la lutte, ensemble.

Q : Par rapport à la gauche, du fait que les chômeurs ne font pas confiance à la gauche, il faut peut-être aussi être capable d'avancer autre chose, puisque c'est ce que vous avez commencé à réfléchir, les chômeurs s'interrogent sur quelle est la solution pour en finir définitivement avec le chômage, sur le fait que c'est une question de société.

Comment avez-vous envisagé de rompre avec cette situation d'attente, avez-vous envisagé d'aller au devant des chômeurs, et de leur expliquer qu'il fallait plutôt qu'ils comptent sur eux, sur leurs propres luttes, que sur la gauche.



R : On leur a proposé une action spectaculaire.

Q : Mais elle avait quel but cette

R : Son but, c'était de faire prendre conscience aux chômeurs qu'ils n'ont rien à attendre, de la droite bien évidemment, et de la gauche non plus et de ses perspectives, et que seules leurs propres luttes permettront de leur faire avoir du travail, et en tout cas, dans un premier temps, de lutter contre le chômage.

Le but de cette action, c'était de montrer qu'à Blois il y a des gens qui luttent, qu'il y a des jeunes qui n'attendent pas les élections pour envisager quelque chose.

L'autre aspect, c'est que ces jeunes comptent avant tout sur leurs propres luttes pour combattre le chômage, et ne s'en remettent pas à des partis.

Cette intervention permettra de faire connaître, sur Blois, le noyau de jeunes chômeurs, de jeunes lycéens, de jeunes collégiens, et de renverser l'ordre qui existe aujourd'hui à Blois, où il existe une situation d'attente par rapport au chômage, où il ne se passe jamais rien.

Aucune organisation, aucun syndicat n'a agi en ce sens, le comité de chômeurs CGT n'a absolument rien fait contre le chômage, alors que cela fait plusieurs années qu'il existe sur Blois, et il regroupe toujours les mêmes personnes — 4 ou 5 — et n'a absolument rien envisagé.

Renverser cet état de fait, ça bousculera les habitudes, et ça va changer pas mal de chose.

Q : Où en êtes-vous quant au projet de cette action ?

R : On a rencontré pas mal de jeunes pendant la manif contre Barre, ce qui nous a permis de se regrouper : on est parti à 4, et maintenant on est 15.

Q : Pour l'instant, votre action est soutenue par des lycées. Ça pose la question de rencontrer d'autres jeunes, qui ne sont pas chômeurs, qui ne sont pas lycéens ou collégiens, qui travaillent : quelles sont les positions des non-chômeurs par rapport au chômage ?

R : C'est un peu la même attitude que la notre parce que de toute façon, soit les travailleurs ont été au chômage, soit ils vont l'être alors, il sont quand même assez combatifs.

Q : Comment avez-vous réfléchi à la façon dont les autres couches de

jeunes sont concernées par le problème du chômage.

R : Dans notre groupe, il y a des jeunes travailleurs, des lycéens, des collégiens, des apprentis, tous, dans ce groupe se sentent concernés par le chômage, parce que, quel est l'avenir proposé à un jeune travailleur ? La plupart du temps, il sort d'une situation où il était au chômage ; ce sont eux les premiers licenciés, dans leur boîte, et ce sont les derniers embauchés. Les lycéens et les collégiens qui sont dans notre groupe, sont tous concernés par le chômage, par la lutte contre le chômage. Pour les jeunes lycéens, avec la réforme Haby, leur avenir, c'est le chômage : c'est quelque chose dont ils sont très conscients, il me semble.

Un élément de la réforme Haby, concerne l'apprentissage, qui n'est rien d'autre aujourd'hui qu'une voie qui mène au chômage. Toutes les couches de la jeunesse peuvent s'unir aujourd'hui dans un travail commun qui est la lutte contre le chômage.

Q : Maintenant où en est ce groupe que vous avez créé, et que se donne-t-il comme objectif ?

R : L'objectif que se fixe maintenant le groupe, c'est d'intervenir sur tous les problèmes que peuvent rencontrer les jeunes : dans les lycées, ou, pour une grande majorité au chômage, là où ils essayent d'avoir des loisirs ; ce comité doit essayer d'intervenir sur tous ces problèmes là, afin de lutter et d'obtenir satisfaction des revendications.

Q : Est-ce qu'il n'y a pas le risque que la lutte contre le chômage passe au second plan, face à tous les autres problèmes qui se posent ?

R : Non, car la lutte qu'on envisage sur tous les problèmes que peut rencontrer la jeunesse dans sa vie de tous les jours, c'est très lié au problème du chômage : on a vu, en ce qui concerne l'école et l'apprentissage, que la réforme Haby prépare les lycéens à une seule chose : le chômage, ainsi que les apprentis.

Intervenir sur les loisirs, c'est aussi intervenir sur le chômage, parce que les loisirs sont envisagés en fonction du chômage.

Donc, je ne pense pas qu'envisager une extension de nos secteurs de lutte, cela revienne à mettre au second plan le chômage, car aujourd'hui c'est le problème central de la jeunesse.